

Migrants : la ligne dure d'Emmanuel Macron



La position du chef de l'Etat, qui vantait l'accueil des réfugiés, se précise, sept mois après son arrivée au pouvoir : celle de la dissuasion migratoire



Au fil des jours, la " ligne Macron " devient plus nette et dessine une politique migratoire d'une rudesse sans précédent. Vendredi 15 décembre, en fin de journée, une réunion interministérielle sur le projet de loi immigration, qui arrivera en discussion au printemps 2018, a révélé que les tenants de la ligne dure avaient la main. La même philosophie prévalant déjà sur le terrain et dans les textes ministériels.

A Calais (Pas-de-Calais), alors que la ville grelotte, les couvertures des 700 exilés sont jetées au gré des opérations policières, les abris détruits. A Paris, les petites toiles de tente des plus chanceux des 800 migrants vivant dans les rues ont été lacérées cette semaine. Dans ces deux départements, la consigne donnée aux forces de l'ordre d'éviter la reconstitution de

LE CONTEXTE

Journée des migrants

Depuis 2000, la journée internationale des migrants, le 18 décembre, commémore l'adoption de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.

Lundi, 150 manifestations se

campements efface toute autre considération.

Dans la Roya ou l'arrière-Briançonnais, la frontière se gère à coups de " refus d'entrée " notifiés en série. Et, dans les terres, les centres de rétention administrative se referment chaque soir sur de nouveaux prisonniers – de plus en plus souvent des familles –, comme dans celui du Mesnil-Amelot (Seine-et-Marne), où un homme, marié avec une femme ayant obtenu le statut de réfugiée et père d'une petite fille, a entamé une grève de la faim et de la soif début décembre.

Outre cette dissuasion policière, les dernières semaines ont été marquées par la publication de circulaires signant une volonté d'expulser massivement. Dans un texte daté du 20 novembre, le ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, a demandé à chaque préfet de multiplier les renvois et d'élaborer un plan de bataille départemental. Les déboutés du droit d'asile, mais aussi des " dublinés ", ces demandeurs qui ont laissé trace de leur passage dans un autre pays d'Europe avant d'arriver en France, sont dans la ligne de mire du ministère.

Pour parvenir à expulser, l'intérieur va même désormais prendre la main sur l'hébergement d'urgence qu'il sait être une réserve de sans-papiers. Une autre circulaire, en date du 12 décembre, instaure la création de " *brigades mobiles* " envoyées pour contrôler les personnes hébergées dans les hôtels sociaux.

Une stratégie en trois temps

Jamais un gouvernement n'était allé aussi loin. C'est la première fois, en effet, que le ministère de l'intérieur met un pied dans l'hébergement d'urgence géré par les affaires sociales. Depuis la création du ministère de l'identité nationale, au début du quinquennat Nicolas Sarkozy en 2007, l'immigration glisse doucement vers l'option sécuritaire, donc sous la coupe de la Place Beauvau.

Le quinquennat Hollande n'a pas mis de coup d'arrêt à ce transfert. Et un nouveau pas est désormais franchi. C'est d'ailleurs l'analyse du Conseil de Paris, qui rappelle dans un vœu voté lundi 11 décembre " *qu'un débat de nature comparable - sur les contrôles dans les centres d'hébergement - a déjà été ouvert en 2007 à l'occasion de l'examen du projet de loi sur l'immigration* ". M. Sarkozy y avait renoncé. Emmanuel Macron ira-t-il plus loin ? La question s'invite dans le débat alors qu'au vu de sa campagne présidentielle la France s'attendait à une politique plus nuancée. Le candidat d'En marche ! avait parlé d'" *honneur de la France à accueillir les réfugiés* " et avait cité l'Allemagne en modèle. Cet été, le président avait ouvert un autre espoir, promettant qu'à la fin de l'année plus personne ne dormirait " *dans les rues, dans les bois* ".

Dans la pratique, depuis l'élection de M. Macron, la Place Beauvau et son ministre d'Etat, Gérard Collomb, ont la main sur la gestion territoriale, l'Elysée se penche

dérouleront partout en France pour donner le coup d'envoi officiel des Etats généraux de la migration : 470 mouvements, locaux ou nationaux, veulent rappeler qu'il existe une France solidaire qui agit au nom des droits de l'homme et du respect de la dignité. Ces états généraux sont nés en novembre du refus du gouvernement de prendre en compte la voix des associations travaillant au côté des migrants.

[-] fermer

sur les flux africains et se garde les opérations à haute portée symboliques comme la réinstallation de réfugiés venus d'Afrique ou de Turquie. Dans le fond, MM. Macron et Collomb semblent partager la même vision de la politique migratoire et s'accordent sur une stratégie en trois temps.

D'abord ils souhaitent limiter les arrivées en France. Ce qui explique la politique menée en Afrique et notamment en Libye. Ensuite, M. Collomb déploie beaucoup d'énergie pour monter des dispositifs permettant de renvoyer tous ceux qui n'obtiennent pas l'asile. Et, dans un troisième temps, une fois les deux premiers points mis en place, il s'agira de mieux accueillir des réfugiés, qui, de fait, seront bien moins nombreux compte tenu de la politique de dissuasion migratoire appliquée.

" On semble surpris, mais, en quelques phrases prononcées devant la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, M. Macron avait déjà tout dit ", remarque Yves Pascouau, chercheur à l'université de Nantes et à l'Institut Jacques-Delors. Ce 31 octobre, il avait rappelé qu'il souhaitait *une " petite révolution " qui consiste à donner le statut de réfugié " dès le pays d'origine ", puis à " être intraitable avec celles et ceux qui ne relèvent pas du droit d'asile, accélérer nos procédures de manière drastique pour qu'en six mois, recours compris, nous puissions y voir clair, que la décision prise soit notifiée ".* La raison était simple : *" Pouvoir efficacement reconduire dans leur pays celles et ceux qui n'ont pas ces titres à l'issue de la procédure. "*

" Manque de pragmatisme "

Sept mois après l'arrivée à l'Elysée d'Emmanuel Macron, plus question donc de penser qu'il y aurait deux lignes sur ce sujet. Le chef de l'Etat et Gérard Collomb semblent au diapason. Ce qui laisse d'autant moins de marges de manœuvre au secteur associatif, qui pallie quotidiennement ce que l'Etat n'offre pas en termes d'hébergement et de nourriture, et s'inquiète de la suite.

" Le contrôle dans les hôtels sociaux va casser ce lien de confiance établi avec des populations en difficulté dans ces lieux sanctuarisés. Je reste très dubitatif sur les résultats, car les gens auront peur de nous et on risque de renvoyer à la rue des personnes qu'on avait sorties ", observe Bruno Morel, le directeur d'Emmaüs Solidarité.

Une crainte partagée par Laurent Giovannoni du Secours catholique, pour qui les mesures annoncées révèlent *" un manque criant de pragmatisme ou de réalisme "*. Selon lui, *" des milliers de personnes et de familles seront à la rue dont les pouvoirs publics ne sauront que faire, malgré ce qu'ils prétendent "*. Preuve que personne ne croit vraiment à la possibilité de renvoyer très massivement.

Dans le silence des bureaux, certains observateurs évoquent quand même une possible ouverture pour les sans-papiers non expulsables auxquels il manquait juste un titre de séjour pour prendre le chemin de l'intégration. La circulaire qui autorise les recensements dans les foyers va concentrer l'attention sur eux. Rien n'empêchera demain les préfets de regarder les dossiers au plus près pour régulariser au cas par cas. Une vague de régularisations massives comme la France

en a connu ces dernières décennies n'est plus dans l'air du temps. Mais il existe des manières moins voyantes de parvenir au même but.

Si les associations comptent bien faire entendre leur voix sur ce point, elles espèrent aussi occuper le terrain lundi 18 décembre. La Journée internationale des migrants devrait marquer un temps fort dans leurs états généraux des migrations. Une initiative portée par 470 collectifs locaux ou nationaux qui ont envie, comme le rappelle Jean-François Dubost, d'Amnesty International, " *de remettre au cœur des choix du gouvernement le respect des droits des migrants et des réfugiés, quel que soit leur statut, comme l'exigent les textes internationaux de protection des droits humains* ". Et de montrer qu'il existe bien une France de l'accueil.

Maryline Baumard

© Le Monde

◀ **article précédent**

Quatre Palestiniens tués par les...

article suivant ▶

Dans les Alpes, " on va redescendre...

Dans les Alpes, " on va redescendre des cadavres, un de ces jours "

Au col de l'Echelle, des habitants viennent en aide aux migrants qui traversent la frontière enneigée au péril de leur vie



A Névache, la lumière reste allumée longtemps dans les chalets. Les nuits sans lune, elle guide le voyageur vers la maison des veilleurs. Nichée au pied du col de l'Echelle, dans les Hautes-Alpes, à 1 700 mètres d'altitude, cette bourgade de quelque 360 âmes est comme un phare pour le voyageur qui débarque de Bardonnèche, la petite ville italienne de l'autre côté du massif. Ceux que Bernard Leger, 82 ans, appelle " *les visiteurs inattendus* ".

Tout au fond, la vallée de la Clarée, aux confins de la France, on est un peu comme sur une île. Autour, l'océan n'est pas bleu mais blanc ; pas liquide, mais neigeux. Mais pour " *Jean Gab* " (Jean-Gabriel Ravary) ou les autres, " *tout ça c'est pareil* ", la vague de neige est la sœur de celle qui engloutit les canots de la Méditerranée ; le montagnard, le frère du marin.

" *On a le même devoir de sauvetage chevillé au corps* ", affirme ce guide de haute montagne. Alors, avec une vingtaine d'hommes et de femmes, il recueille les naufragés de la frontière. Gelés, choqués.

" *On leur donne des vêtements, de l'eau, de la nourriture et un lit au chaud*, ajoute Bernard Leger. *Le lendemain, ils sont encore en état de choc, muets de fatigue.* " Avec son " *commando humanitaire* ", cet ancien commandant d'un régiment de chasseurs alpins prépare ensuite la descente vers Briançon, pour rallier la base arrière et " *faire de la place aux suivants* ". Avec plus de 2 000 migrants accueillis dans la ville depuis juillet, le col de l'Echelle a retrouvé sa vocation séculaire de point de passage entre l'Italie et la France.

De plus en plus souvent, ça se gâte avant d'atteindre Névache pour ces jeunes Africains ignorants de la montagne. Chef des urgences de l'hôpital de Briançon, un service qui en a déjà soigné 300 depuis l'été, Yann Fillet est monté deux fois au col le 10 décembre avec le peloton de gendarmerie de haute montagne (PGHM). La seconde fois, en pleine nuit, le médecin a aperçu " *un des gamins pieds nus dehors alors que le thermomètre affichait - 10 °C*".

Désormais, cela ne fait plus de doute pour lui, " *on va redescendre des cadavres un de ces jours* ". D'autres estiment qu'il y en a déjà sous la neige. Des morts de froid et d'épuisement. En ce lundi matin 11 décembre, la salle de surveillance des urgences compte six rescapés. " *La mort a tourné autour de nous. Ça ne se raconte même pas, mais j'en ai encore froid dans le dos* ", susurre Madou, le regard vide. " *Sans le villageois venu à notre secours, on ne serait plus là* ", complète celui qui dit avoir prié pour cette venue, " *et comme dans le canot sur la Méditerranée, Dieu*

nous a entendus ".

Pour ceux que les dieux n'entendraient pas, des " virées " secondent la veille des Névachais. C'est Alain Mouchet, accompagnateur en montagne, qui en gère le planning. " *J'ai trente-cinq bénévoles, explique-t-il. On monte le soir et on attend, cachés, en faisant tout pour que les exilés ne nous prennent pas pour des gendarmes.* " Le 19 août, Moussa et Ibrahim, deux jeunes Guinéens, sont tombés dans le ravin pour fuir les forces de l'ordre. Une chute de quarante mètres pour Ibrahim, évacué alors à l'hôpital de Grenoble, et désormais en rééducation à Briançon. Lundi, sur son lit de rééducation, l'exilé était triste. Sa voix est tellement affectée par son traumatisme crânien que sa mère venait de pleurer au téléphone, inquiète de ce que l'Europe avait fait de son fils.

En vertu des accords bilatéraux signés avec l'Italie, les majeurs se voient notifié un refus d'admission sur le territoire. En dépit de la Convention internationale des droits de l'enfant, de nombreux mineurs sont aussi remis de l'autre côté. Avant de recommencer le passage, au risque de se perdre, parce qu'en haut le panneau France a été enlevé, ce qui conduit un certain nombre de migrants vers des passages plus élevés que le col de l'Echelle. Plus dangereux.

Le jeu du chat et de la souris

" *L'un d'eux a passé cinq jours dans la montagne. Aujourd'hui encore, il est traumatisé de ce qu'il y a vécu, mais ne raconte toujours pas "*, résume Léna Carlier, bénévole de 18 ans en parallèle de son service civique à la maison des jeunes et de la culture (MJC). A-t-il subi des violences policières ? Tout le monde se le demande, car " *ici, il y a deux catégories de forces de l'ordre. Ceux qui secourent en montagne et qui sont avant tout montagnards, et ceux qui font du zèle "*, disent les bénévoles.

Ici, les citoyens solidaires sont nombreux à avoir été entendus par la gendarmerie pour avoir descendu un migrant de la montagne. Pourtant, tous s'estiment dans la légalité puisqu'" *ils transportent des demandeurs d'asile qui en plus sont très souvent mineurs "*. Entre ces centaines de bénévoles et les forces de l'ordre, c'est pourtant le jeu du chat et de la souris. Un sujet dont Bernard Leger et Jean-Gabriel Ravary aimeraient bien parler avec la nouvelle préfète, tout juste nommée.

Cette pression n'empêche pas 150 foyers de s'être portés volontaires pour héberger les plus fragiles. Moussa, le copain d'Ibrahim, vit depuis l'été chez un " couple solidaire " en attendant que son ami remarque. C'était sa seule solution puisque le conseil départemental l'a, comme bien d'autres, décrété majeur – un recours a été déposé. Les moins affectés, ceux pour qui quelques jours de répit suffisent, sont installés à la maison commune du Collectif réfugiés solidaires, la CRS, avant d'acheter un billet de train ou de profiter d'un covoiturage solidaire pour continuer leur route. A la CRS, on est nourri, soigné, vêtu et écouté.

C'est la municipalité qui a ouvert ce lieu, estimant qu'il n'était " *pas question de laisser qui que ce soit à la rue "*, comme le rappelle l'ex-PS Gérard Fromm, maire de Briançon, qui a su convaincre la communauté de commune et son conseil municipal. Désormais, sur la toile cirée de la pièce commune, on se réhydrate à

coups de thé brûlant, en jouant ou en devisant.

Francine Daerden, la soixantaine, ne fait que passer mardi soir 12 décembre pour déposer des gâteaux et mélanger la marmite du dîner préparée par une autre citoyenne. " *Ici, chacun participe selon ses envies et ses compétences* ", indique Michel Rousseau, membre de l'association Tous migrants. Il dispose d'une liste de 450 bénévoles impliqués dans cet accueil qui prolonge en bas ce qui est fait au nom de l'urgence sur les cimes. Car à Briançon aussi règne l'" esprit veilleur " et Michel, Béatrice ou Alain accompagnent les exilés dans leurs premiers pas en France.

Pullulement des solidarités

Mercredi, à la CRS, Fofana cherchait un pull au vestiaire des dons, avant de rejoindre Chez Marcel, le squat communautaire installé par des jeunes du coin pour permettre un hébergement de plus longue durée. C'est là que Justin va attendre d'être autorisé à déposer sa demande d'asile en France. Un lieu à l'esprit un peu différent, aux relents plus anarchistes, sans doute, mais qui complète bien la Briançon solidaire.

Dans cette ville de 12 000 habitants, la MJC, qui jouxte la CRS, est pour quelque chose dans le pullulement des solidarités. C'est sans doute la seule de France à avoir géré un centre pour les exilés venus de la " jungle " de Calais. Luc Marchello, son directeur, a compris dès la première heure la nécessité d'un accueil citoyen. Dès l'automne 2015, il lançait un appel qui, plusieurs mois après, a éclos en un énorme mouvement citoyen. Parce qu'à Briançon, où se côtoient 35 nationalités, on s'occupe de l'étranger depuis des décennies. En montagnard peut-être, en humain tout simplement puisque la Mission d'accueil des personnes étrangères de la MJC existe depuis quinze ans. Et pour certainement longtemps encore.

De l'autre côté de la frontière, en effet, dans la petite gare de Bardonnèche, ils étaient quatre, mardi matin, à se réchauffer, avec la France pour horizon. Ibrahim a poussé sa valise jaune dans un recoin et rajuste sa chemise blanche sous sa petite veste noire d'été. Alfa somnole, avachi sur le radiateur, pieds nus dans ses chaussures. En Italie depuis quatre mois, mis dehors de son centre pour migrants près de Rome pour n'avoir pas pointé, il a pris le bus pour Paris, et en a été descendu tôt le matin à la frontière par la police française. Une grande fatigue règne sur la petite gare. Une rage aussi. Celle d'être si près de la France.

Maryline Baumard

© Le Monde

◀ **article précédent**

article suivant ▶

Migrants : la ligne dure d'Emmanuel Macron... Entre l'Allemagne et les pays de...

Entre l'Allemagne et les pays de l'Est, la France cultive le compromis

Paris demeure ambiguë au sujet des quotas de réfugiés dans l'UE



Le débat continue de tendre les relations entre l'est et l'ouest du continent : les dirigeants européens ne sont pas parvenus à trouver un compromis, lors du Conseil européen des 14 et 15 décembre à Bruxelles, sur le maintien, ou non, d'un dispositif de quotas obligatoires pour l'accueil des réfugiés. Une mesure imaginée en 2015 par la Commission de Bruxelles après l'échec d'une politique volontaire d'accueil et qui oppose les pays de l'Est (Pologne, Hongrie, Slovaquie, République tchèque) aux Etats dits " de première ligne " (Italie et Grèce) et à ceux qui ont développé la politique d'accueil la plus généreuse (Allemagne et Suède).

Et la France ? Très prudente, voire ambiguë, elle entend jouer les arbitres et favoriser un compromis mêlant " *responsabilité et solidarité* ", le mantra d'Emmanuel Macron et de ses conseillers. Le dispositif de répartition mis en place en 2015, au plus fort de la crise migratoire, visait à accueillir 160 000 demandeurs d'asile arrivés en Italie et en Grèce, dont 120 000 répartis au sein de l'Union européenne selon des quotas obligatoires. Quelque 32 000 seulement ont été effectivement " relocalisés ". L'idée, chère à la chancelière allemande, Angela Merkel, et à la Commission, est d'essayer de pérenniser le dispositif.

La querelle atteint même les institutions bruxelloises : Donald Tusk, le président du Conseil européen, juge que les quotas ne sont " *pas la solution* " au problème migratoire qu'affronte l'Europe et qu'" *inefficaces et conflictuels* ", ils ne feraient que compliquer la mise au point d'une politique d'asile réellement commune. M. Tusk accorde davantage d'importance à la concrétisation d'une ligne spécifique affectée aux politiques migratoires dans le futur budget de l'UE.

Discussion " vive "

Désavouée, la Commission renvoie la balle vers les capitales, accusées par ailleurs de ne pas tenir leurs promesses : il manque du personnel en Grèce et en Bulgarie pour contrôler les frontières extérieures et de l'argent pour le Fonds pour l'Afrique destiné à aider les pays d'origine et de transit.

" *Nous avons engrangé les premiers succès externes, en Libye et au Sahel. La solidarité interne est également indispensable* ", expliquait M. Macron, vendredi, à l'issue du sommet européen, pour ne pas sembler en porte-à-faux avec la chancelière allemande, plus que jamais sous pression dans son pays sur les questions migratoires, après son revers électoral en septembre. Cependant, les quotas fixes et la réforme des accords de Dublin, qui confient la responsabilité du traitement d'une demande d'asile au pays de première entrée dans l'Union, ne seraient, selon l'approche française, que " *des éléments* " de la politique d'accueil.

En clair, si les pays qui traînent les pieds accomplissaient des efforts dans d'autres domaines, un compromis pourrait être dégagé. Ce n'est sans doute pas un hasard si les pays du Groupe de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et Slovaquie) ont annoncé, jeudi, qu'ils débloquaient 35 millions d'euros pour aider l'Italie à contrôler la route du sud de la Méditerranée. La suppression des quotas obligatoires permettrait à tous (la France y compris) de renoncer à l'accueil d'autres vagues de migrants.

Un compromis sera-t-il trouvé en juin 2018, comme l'affirment les Vingt-Huit ? " *Ce sera très difficile* ", estime un diplomate. Une discussion qualifiée de " vive " a eu lieu jeudi soir, lors d'un dîner des chefs d'Etat. " *Les points de vue des uns et des autres n'ont pas changé* ", a expliqué Angela Merkel, critiquant le principe d'une " *solidarité sélective* ".

Jean-Pierre Stroobants

© Le Monde

◀ **article précédent**

Dans les Alpes, " on va redescendre...

article suivant ▶

Macron, le DRH de la République...